ASSEMBLÉE NATIONALE

13 mars 2015

SANTÉ - (N° 2302)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS1241

présenté par

Mme Orliac, M. Claireaux et M. Krabal

ARTICLE 11

I. – À l’alinéa 11, supprimer le mot :

« peut ».

II. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :

« suspendre »

le mot :

« suspend ».

III. – En conséquence, au même alinéa, substituer au mot :

« prendre »

le mot :

« prend ».

IV. – En conséquence, à la première phrase de l’alinéa 12, supprimer le mot :

« peut ».

V. – En conséquence, à la même phrase, substituer au mot :

« ordonner »

le mot :

« ordonne ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi ouvre la faculté pour les préfets d'engager des mesures de contrainte en cas de non réalisation d'actes de prévention des risques liés à la présence de plomb ou d'amiante (mesures prescrites, expertises, etc.).

Compte tenu des risques, encore plus dans les cas d'urgence évoqués par le projet de loi, ce ne doit pas être une faculté mais une obligation pour l'autorité préfectorale. Tel est l'objet de cet amendement.